

C'est avec beaucoup de déception et d'amertume que j'ai pris connaissance, ce jour, à 14h, de la lettre de la directrice générale de l'Agence régionale de santé (que je joins à ce communiqué).

Le texte même de cette lettre montre que si tous les efforts possibles avaient été faits par tous, cette maternité aurait pu être sauvée dans le respect de la réglementation et des conditions de sécurité requises, à juste titre. Il a suffi dans cette lettre de 15 lignes pour liquider tous les efforts accomplis pour permettre la permanence des soins dans les trois disciplines concernées. J'invite chacun à lire précisément ces 15 lignes. Leur lettre même vient justifier ce que je viens d'écrire.

Le président de la Commission médicale d'établissement, et ses confrères qui le souhaiteront, pourront - avec leur compétence propre - apporter à cet égard toutes les réponses et explications médicales et techniques appropriées.

Je regrette que certaines instances se soient cantonnées dans un rôle, certes utile, de "contrôleur" alors que l'on aurait souhaité qu'elles s'emploient à tout faire pour aider au recrutement des praticiens nécessaires et à remplir les conditions qu'elles édictent.

J'ai été profondément touché et marqué par la si forte solidarité qui a uni, et unit, personnels, médecins, élus et habitants puissamment attachés à leur territoire et à ses services publics.

> La [lettre](#) de l'ARS